



El Guerguarat défaite cuisante pour le mouvement séparatiste et l'Algérie

Mohamed Jaouad EL KANABI

samedi 11 décembre 2021 - 17:50

Le 13 novembre 2020, suite à l'évacuation par le Maroc, de voyous séparatistes des portes d'El Guergarat, le polsario rompait le cessez-le-feu qui prévalait depuis 45 ans et se dévoilait aux yeux du monde en bon truand des grands chemins. En reprenant les armes, il mettait à nu sa vassalité envers les velléités hégémoniques de sa suzeraine, l'Algérie.

Cette opération pacifique (on ne déplore de part et d'autre aucun mort ni blessé) aux fins fonds de nos provinces du sud avait permis de débloquent un axe routier essentiel pour les échanges commerciaux entre le Maroc et ses profondeurs africaines, notamment pour le transport de fruits et de légumes. Le blocage avait été organisé par des, soi-disant, militants du mouvement séparatiste du polsario, mais qui étaient en réalité des soldats assistés de certains agents de l'ANP et visait à remettre la question du Sahara marocain dans les priorités de la communauté internationale et plus particulièrement le Conseil de Sécurité de l'ONU.

Malheureusement, pour l'Algérie et son rejeton, le Sahara n'est plus sur l'agenda souhaité par eux, puisque les grandes puissances qui siègent au Conseil de sécurité de l'ONU appuient la partie marocaine ou tout au moins, sont « très neutres "vis-à-vis d'elle. En 1991, l'ONU y a déployé une mission de maintien de la paix, la Minurso. Depuis lors, il est un statu quo persistant qui enrage les séparatistes et leurs seigneurs d'Alger. Ils assistent, impuissants, à un développement inexorable, économiquement, socialement, politiquement... des provinces du sud du Royaume.

C'est qu'effectivement, depuis l'avènement du nouveau siècle, le Maroc a jeté son dévolu sur son Sahara, en investissant des milliards d'euros dans des projets de santé, d'éducation, de voirie, d'aéroports, d'eau potable, d'électricité, de réseaux télécoms, de ports... Parallèlement, le Maroc mène une diplomatie des plus actives qui a vu plusieurs pays africains investir le terrain — la Zambie, la Côte d'Ivoire ou la Gambie... qui y ont implanté des consulats. D'autres, comme la Jordanie ou les Émirats arabes unis, ont annoncé leur intention de faire de même. On vous passe la reconnaissance américaine de la souveraineté marocaine sur son Sahara, Israël qui tue à petit feu le régime d'Alger, itou itou. Depuis une année bien des eaux ont coulé sous les ponts.

Et justement de ce côté-là de la zone tampon, à l'Est de l'Eden, la donne a changé, en pire si l'on peut dire, puisque l'Algérie n'est plus l'Algérie des années 1970. De nos jours, le pays est en proie à une contestation sociale historique et voit son économie être au plus bas, dilapidée en cela par les ardeurs personnelles et hégémoniques de ses généraux et de l'exécutif qui se plie volontiers aux souhaits de ses suzerains en kaki. Bref, pour le polsario, le soutien inconditionnel de l'Algérie vacille. En l'absence de la Libye de Kadhafi, qui jadis le fournissait en biens et matériels militaires l'Algérie, n'a plus rien à donner à son rejeton et son 'maman bobo 'que de la consolation verbale, une vertu dont elle se croit douée.

Pour cela, qui de mieux que ce bon vieux Lamamra à la tête de la diplomatie pour mener le combat du blablabla pro-polsario. On a ramené le bonhomme du fond d'un puits et en grande pompe pour avoir comme fait d'armes que l'on ne lui occultera nullement, le seul peut-être depuis son retour, la rupture des relations diplomatiques avec le Royaume que l'on déplore de ce côté-ci, sans vraiment nous en plaindre. L'hostilité du régime d'à côté envers le Royaume ne datant pas décidément d'aujourd'hui, c'est connu.

Au moment où la communauté internationale, UE, ONU et le Groupe des amis du Sahara, qui réunit les Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne, ainsi que le SG de l'ONU, Antonio Guterres, placent leurs espoirs dans la paix à travers la

nomination du nouvel envoyé spécial pour le Sahara, Staffan de Mistura, pour rechercher une 'solution politique réaliste, juste et consensuelle' au conflit voilà que l'Algérie et le Polisario optent pour le refus des tables rondes.

C'est l'Algérie qui a dégainé en premier et qui a initié le mouvement, il y a de cela quelques mois bien avant même, la dernière résolution du Conseil de sécurité. Cette dernière qui préconise '*la négociation politique entre les parties 'selon des modèles qui ont déjà prouvé leur plausibilité en Suisse entre le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Polisario'* vient d'être rejetée à son tour par le mouvement séparatiste qui a dit son refus net de s'asseoir à la table des négociations et son rejet de tout processus de paix, se joignant ainsi à son seigneur d'Alger.

'*Nous n'accepterons aucun processus de paix tant que le terrorisme marocain et le silence inexplicable de l'ONU persisteront*', a déclaré l'amant d'Arancha Gonzalez Laya, Brahim Ghali, soudain remis d'une infection de Dame Covid, dans un brulot adressé au SG de l'ONU Antonio Guterres. Cette rage peut s'expliquer par une autre réalité, plus en phase avec le terrain, la crise politique actuelle entre l'Algérie et le Maroc, qui est entrée dans une phase dangereuse de militarisation de la diplomatie d'où l'espoir de se maintenir peut-être encore en vie pour le Polisario.

Algérie Guerre Maroc Sahara

À Découvrir Aussi

Contenus Sponsorisés